

Introduction

Jean-Louis ROBERT

Pourquoi avoir voulu organiser un colloque sur le syndicalisme à l'épreuve de la Première Guerre mondiale ? Alors même que le sujet semblait, dans ces dernières années, avoir été peu attractif dans l'historiographie. C'est qu'il faut éviter de porter un regard sur la guerre qui ignorerait ce qui fut une conséquence fondamentale de celle-ci : l'essor considérable du syndicalisme dans le monde, son rôle accru dans les rapports sociaux ou les décisions des États. Vient, dès la seconde moitié de la guerre, le temps où le syndicalisme est une puissance incontournable, reflet aussi de la force symbolique de la classe ouvrière. Ignorer ces faits, serait gravement déformer la réalité de ce que fut le monde du xx^e siècle.

Cependant, il est vrai que l'existence de ce colloque était un pari risqué car, depuis une vingtaine d'années, l'histoire sociale de la guerre a été délaissée au profit de ce que l'on appelle l'histoire culturelle de la guerre ou l'histoire des cultures de guerre.

Sans doute, l'histoire sociale, longtemps caractérisée par le primat donné au travail comme clé de voûte de l'organisation en classes, marqueur dominant des sociétés, ne retrouvait pas facilement ses enfants au front. Elle s'intéressait au « deuxième front » – l'arrière – beaucoup plus qu'au combat, considérant, au fond, que la guerre n'était qu'une parenthèse dans la vie des hommes.

Or, nous savons maintenant que l'histoire de la Grande Guerre et de ses conséquences doit passer par celle du front, de l'expérience du front, du sacrifice de millions d'hommes tués, gazés, amputés, blessés, par l'histoire des veuves, des orphelins, des absences, des retours, et de tout le système de représentations (système de consentement ou de contrainte) qui symbolise ou mythifie cette terrible réalité. Il y a là le cœur du problème de la guerre.

Pour autant l'ignorance de l'histoire sociale de l'arrière, et en particulier du syndicalisme, composante centrale de cette histoire, devient une grave insuffisance pour concevoir la place de la guerre dans l'histoire globale, l'histoire de l'humanité.

La commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale a donné lieu, en France et dans le monde, à un très grand nombre de manifestations mémorielles et scientifiques qui ont été l'occasion de manifester le caractère décisif de cette guerre dans l'histoire du xx^e siècle, mais aussi que nombre des questionnements posés autour de cette guerre restent d'une grande actualité.

Si les questions du nationalisme et de la construction d'un monde pacifié, ou celles des violences dramatiques de guerre, comptent grandement, la Première Guerre mondiale, guerre totale, pose aussi les questions d'une économie et d'une société mobilisée. La participation de l'État à l'économie et aux rapports sociaux, l'accumulation accélérée du capital, les mutations brutales de l'organisation et des conditions de travail et de la main-d'œuvre constituent autant d'éléments d'une mutation longue des pratiques sociales.

Le syndicalisme sort grandi de la guerre. En ce sens il est un marqueur décisif de l'évolution des sociétés en guerre, mais aussi des perspectives de reconstruction à court et à long terme. Il est porteur d'une modernité dont les traces se retrouvent dans la création de l'Organisation internationale du travail, dans les programmes économiques et sociaux qui se développent dans tous les pays du monde (sous des modèles très différents certes) au ^{xx}e siècle. La question d'une actualité de cette démarche est au cœur des rapports sociaux et du nouveau développement économique des sociétés mondialisées.

Si les recherches sur le syndicalisme pendant la Grande Guerre ont paru marquer le pas ces quinze dernières années, le colloque a été l'occasion à la fois d'un bilan d'ensemble et d'une stimulation de recherches nouvelles sur cette dimension incontournable des sociétés en guerre.

Ce livre s'organise autour de trois grands questionnements. D'abord les rapports du syndicalisme et des syndicalistes à la guerre. Si la question peut paraître ancienne, au regard de l'historiographie, elle n'en garde pas moins toute sa pertinence et son actualité. Le ralliement à la Défense nationale de la large majorité des syndicalistes mérite une analyse approfondie ainsi que l'évolution plus diversifiée des syndicats sur cette question pendant la guerre. Le syndicalisme international s'était dit avant 1914 prêt à une action vigoureuse contre une guerre qu'il ne pouvait penser que comme impérialiste. Il n'en a rien été dans presque tous les pays. Comment ce ralliement est-il analysé, comment la guerre est-elle perçue ?

On ne pouvait se dispenser d'étudier cette question d'autant que, pendant la guerre, la question du conflit armé, du front, des hommes au combat, de la mobilisation patriotique est présente au quotidien et interpénètre tous les aspects de la vie sociale. Bien entendu le pacifisme, l'internationalisme participent des aspects multiples de ce que certains appellent « cultures de guerre ». La guerre n'est pas seul repli national, elle favorise aussi des circulations transnationales (entre alliés mais aussi par l'effet des conférences pacifistes et de la révolution soviétique).

À la limite de ce questionnement se situe la question, également longtemps largement débattue, mais qui reste centrale, de l'Union sacrée. En effet cette attitude complexe et diversifiée renvoie à la rencontre de la Défense nationale et du gouvernement qui la conduit. Mais le concept peut aussi plus largement rencontrer tous les modes de collaboration qui s'introduisent entre salariés et patrons, certes sur la base de la Défense nationale, mais aussi sur la base d'une possible réorganisation de plus longue durée des rapports sociaux.

Sur ces questions, des débats rudes ont eu lieu dans les syndicats du monde entier, conduisant à des choix gravement divergents. On sait que, trois ans après

la fin du conflit, la CGT éclate en deux. La scission reste un objet incontournable pour l'histoire.

Mais les divisions examinées d'un point de vue idéologique et de celui des pratiques syndicales et sociales issues de la guerre méritaient aussi d'être comprises sous l'angle de l'expérience de guerre des militants, des destins individuels ou collectifs. L'expérience des syndicalistes au front, leur rencontre, inusuelle, avec des non-syndiqués ou d'autres groupes sociaux, leur action éventuelle parmi les soldats devaient être examinées. En ce sens, il est apparu très important de développer, pour le moins, une approche des syndicalistes qui doit croiser leur situation avant la guerre (déjà adhérent, déjà responsable, à quel niveau, leur orientation), pendant la guerre (ralliement ou non à l'Union sacrée, combattant ou à l'arrière, adhérent nouveau pendant la guerre, retour à l'arrière avec ou sans changement de métier ou travail, éloignement du syndicalisme ou prise de responsabilité) et après la guerre (retour du front et génération dite du feu – reprise ou non de l'action syndicale, CGT ou CGTU, etc.). L'approche biographique prend alors sa place dans ce livre.

Le deuxième grand questionnement est celui des rapports du syndicalisme à l'économie de guerre. Progressivement se met en place une économie, très largement contrôlée et soutenue par l'État, dont le but premier est la fourniture d'une production toujours plus massive pour les armées. Cette économie de guerre, qui est restée largement privée, a requis une réorganisation générale des entreprises, la création et l'extension de nouvelles usines, l'organisation d'une production qui empreinte, inégalement, au taylorisme et aux idées d'une économie rationnelle : il s'agit de produire plus avec moins d'hommes. Cette action a-t-elle un effet sur l'extrême dureté de la condition ouvrière issue de l'entrée en guerre ? Si le chômage disparaît, la productivité aiguë, la hausse des prix affectent la situation sociale.

Les États mettent aussi en place tout un système de ravitaillement des populations, de lutte contre le chômage, etc.

Cette grande administration de l'économie de guerre se situe à plusieurs niveaux territoriaux et professionnels qu'il convenait d'examiner et qui offrent aux syndicats, que l'État souhaite profondément intégrer à cette nouvelle économie (que ce soit Albert Thomas ou Loucheur), toute une gamme d'instances de collaboration ou de présence qu'il a fallu étudier aussi du point de vue des syndicats. Comment les ont-ils investies ? Qu'en ont-ils fait ? Le syndicalisme français d'avant-guerre souvent réticent à l'intervention de l'État ou aux liens avec le politique se remet-il alors en cause ? À terme le productivisme semble aussi toucher nombre de syndicats et est une des pierres de touche, avec les nationalisations, du programme minimum de la CGT adopté en 1918 par une grande majorité des syndicats. La question de la concurrence économique internationale apparaît aussi avec toute son acuité à la fin de la guerre.

Mais le niveau de l'entreprise ou de la branche ne doit pas être méconnu pour autant. Car l'économie de guerre favorise aussi paradoxalement certains types d'action directe ouvrière, voire même les grèves, qui atteignent un haut niveau dès 1917. La conscience de classe peut être plus vive au regard de l'image de l'industriel profiteur de guerre. Ces grèves de la guerre ou de l'immédiat après-

guerre ont aussi des traits particuliers dans leur déroulement, leur mode de généralisation, leurs revendications, leurs réussites. Ces luttes s'appuient (ou conduisent à) sur des structures nouvelles : les syndicats d'industrie se généralisent, des formes de contrôle ouvrier apparaissent. Ces grèves de la guerre, encore mésestimées par l'historiographie, méritaient des études nouvelles.

On ne saurait cependant réduire l'économie à l'industrie de guerre, les autres industries, les services publics ou privés, les régions occupées, tous champs longtemps négligés par l'historiographie devaient aussi être pris en compte.

De là le colloque ne pouvait ignorer la question également classique du choix entre « réforme » et « révolution ». Les mouvements sociaux de la guerre et de l'immédiat après-guerre ont-ils pris un sens révolutionnaire ? La politique des majoritaires peut-elle être qualifiée de réformiste ? Faut-il opposer les deux termes ? Historiens et militants divergent souvent sur ces interrogations qui ne pouvaient être absentes du colloque.

Les mobilisations militaire et économique conduisent ou se lient à une mobilisation de toute la société. De là l'origine du troisième questionnement de ce colloque qui interroge les rapports du syndicalisme et de la société et envisage le syndicalisme comme une société organisée.

Avant la mobilisation économique, il y a, avec la mobilisation militaire de 1914, une phase de déstructuration où tant la condition ouvrière que l'organisation syndicale sont gravement – mais inégalement – remises en cause. Dans tous les cas, des conditions nouvelles pèsent sur les syndicats et les syndicalistes (sur leur droit de réunion, le droit de se syndiquer, le droit de presse, le droit de manifester ; avec les cas spécifiques des zones des armées et de la zone occupée par les Allemands). Le choix de l'adaptation et/ou de la résistance se pose.

La mobilisation de la main-d'œuvre est la principale question sociale qui rejaille sur le syndicalisme. La mobilisation des hommes jeunes exige, en remplacement, une nouvelle main-d'œuvre (ou une réorientation de celle-ci) : affectés spéciaux, mains-d'œuvre féminine, immigrée, coloniale (voire prisonniers parfois) viennent massivement grossir les rangs des travailleurs. Les situations particulières de ces nouvelles mains-d'œuvre – où se pose la question accentuée de l'apprentissage – sont examinées avec attention dans ce livre. La question devient vite brûlante pour le mouvement syndical où les tensions abondent. Pourrait-on conclure à une occasion ratée ? En particulier devant l'afflux des femmes aux syndicats. Le colloque a largement investi cette question et donne des résultats décisifs.

La mobilisation est aussi morale : l'arrière doit tenir et la menace de dénonciation de l'embusqué est partout. Les syndicats doivent maintenir leur force et les conquêtes ouvrières sous les regards de leurs camarades du front, conserver des liens avec ceux de l'avant. La « famille » syndicale a-t-elle résisté au désordre de la guerre ? De ce fait un lexique moral et parfois militarisé se glisse dans les syndicats. Peut-on se réunir dans les cafés ? Peut-on aller au cinéma ? Que deviennent les bourses du Travail ? Pour autant faut-il voir dans ces phénomènes l'expression d'une culture de guerre ?

Les identités syndicales et professionnelles, les cultures syndicales sont, ainsi, en grande partie bouleversées par la guerre ; une situation qui favoriserait l'éclatement ? Le conservatisme ? Ou tout au contraire la conscience de classe ? Des syndicats nouveaux peuvent apparaître ou prendre de l'ampleur dans les secteurs en plein développement pendant la guerre. Des exigences de restructuration se font jour. Les syndicats d'industrie semblent appelés à prendre une place plus importante au détriment des métiers. Les enjeux nationaux conduisent aussi à la nationalisation syndicale. Au détriment de l'autonomie d'avant-guerre ?

Il apparaît aussi qu'il est possible de parler d'une vraie vague de syndicalisation de masse, sans doute la première, dans la période 1917-1920, ce qui indique une sensible rencontre du syndicalisme et du monde du travail et au-delà. La place du syndicalisme dans la société à reconstruire paraît grandie. La loi des huit heures est un signe de ce nouveau rapport de forces.

Sur tous ces points, il apparaît que la guerre est tout à la fois une parenthèse refermée en 1919 et un formidable laboratoire d'anticipation économique et sociale. Il était dès lors nécessaire de conclure le colloque autour d'une réflexion sur la portée à moyen et long terme de la Première Guerre mondiale sur l'histoire du syndicalisme et des sociétés européennes (occidentales seulement dans ce livre). Les modèles syndicaux de l'avant-guerre (syndicalisme révolutionnaire d'action directe, syndicalisme social-démocrate, syndicalisme travailliste et de contrôle local) paraissent remplacés par une division ternaire qu'exprime l'existence de trois confédérations (CGT, CGTU, CFTC) et de trois ou quatre Internationales. La division porterait désormais sur les relations avec un État reconnu auquel il faut s'adapter ou qu'il faut profondément révolutionner ? Mais l'exacerbation des discours créée par et sur la guerre pèse gravement dans ce schisme. C'est au prisme de la comparaison internationale que nous développons cette réflexion au travers de cinq importants articles transnationaux sur la guerre et l'après-guerre.